



Mise à l'abri des personnes du bidonville du parc de l'Alliance

La Ville de Grenoble est mobilisée tout au long de l'année afin d'accompagner, d'orienter et d'héberger les plus précarisé-es. En prévision de la baisse radicale des températures survenue il y a une semaine, Eric Piolle, Maire de Grenoble, a enjoint Monsieur le Préfet de l'Isère à déclencher le dispositif « renfort hivernal » visant à proposer des solutions d'hébergement aux personnes vivant à la rue ou dans des bidonvilles.

Les services déconcentrés de l'Etat se sont mobilisés, ce jour, pour ouvrir de nouveau les places d'hébergement qui avait été prévues dans le cadre de l'évacuation de la bibliothèque Alliance mercredi 1er décembre.

Aujourd'hui à 18h, de son côté, la Ville de Grenoble a mis à l'abri l'ensemble des 21 personnes qui n'ont pu être prises en charge par la Préfecture.

Eric Piolle déclare : « Je tiens à saluer l'esprit de bonne intelligence qui a prévalu sur l'opération de solidarité de ce jour entre la Ville de Grenoble, son CCAS, Grenoble Alpes Métropole, la Préfecture et les collectifs d'habitants dont l'indispensable mobilisation au service des personnes du bidonville du parc de l'Alliance a été déterminante. Ce soir, et alors que les températures vont continuer à baisser dans les prochaines heures, aucune d'entre elle ne dort à la rue. C'est l'essentiel.

En dépit des conditions d'évacuation de la Bibliothèque de l'Alliance, la Préfecture de l'Isère a su faire son maximum pour mettre à l'abri les personnes, et je tiens à saluer cet effort : aujourd'hui les résultats sont là.

Hélas, le maximum que peut un représentant de l'Etat dans les territoires, même de bonne volonté, ne suffit pas à compenser l'absurdité et la violence d'une gestion gouvernementale, de facto au thermomètre. Attendre passivement une température de dix degrés au-dessous de zéro pour respecter la loi et mettre les plus démunies à l'abri est indigne d'un pays dont le contrat social repose sur les droits fondamentaux de la personne. C'est de la violence d'Etat. L'hiver n'est officiellement pas encore là que, déjà, ou plutôt une nouvelle fois, de Calais à Briançon, de Strasbourg à Montpellier en passant par Grenoble, les collectivités sont démunies et les services déconcentrés de l'Etat manquent de moyens pour appliquer le droit. Depuis le discours porté par le président Sarkozy le 30 juillet 2010, notre débat public s'est habitué à cette violence, à des solutions d'hébergement dégradées, à une politique aléatoire sur le droit. A la hauteur de ses moyens, Grenoble continuera à refuser cela. »